

Analyse d'un échec : Ecolo fonctionne trop en « archipel »

PARTI Dans leur analyse de la défaite du 25 mai, les verts n'épargnent ni la coprésidence, ni les ministres

Le 25 mai, 220.000 personnes ont voté pour Ecolo. Au scrutin de 2009, ils étaient plus du double. Pourquoi cette claque ? Le 4 juin, le Conseil de fédération (le parlement interne du parti) chargeait trois écologistes d'analyser les causes de cette défaite – il s'agit de Muriel Gerkens, Benoît Lechat et Luc Barbé, trio qu'à rejoint plus tard la Montoise Charlotte De Jaer.

Ils ont livré leur rapport au Conseil de fédération de vendredi avant de le présenter à la presse dimanche matin. Au-delà des constats (qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ?), leur document propose quelques pistes de solutions et un calendrier de travail (lire ci-contre).

Le tout sera débattu au prochain Conseil de fédération (c'est le 16 juillet) qui acceptera, rejettera ou amendera les propositions formulées par le quatuor.

La méthode

Pour réaliser leur enquête, les quatre écologistes ont mené des interviews (les coprésidents Deleuze/Hoyos, des parlementaires, des ex-élus, des extérieurs issus du social, des entreprises, de la communication, etc.) Des questionnaires ont été envoyés aux locales (48 ont répondu), aux membres (660 ont répondu). Un débat a été mené avec un panel de 16 membres tirés au sort. Et un sondage sera mené par Ivox pour connaître les motivations et critiques de l'électeur Ecolo, de l'ancien électeur Ecolo et de celui qui n'a jamais voté Ecolo.

Causes internes

Et tout ceci, pourquoi ? Pas pour analyser les « causes extérieures » (genre : émergence du PTB, effacement du débat sur le

climat, etc.). Le quatuor a plutôt analysé le fonctionnement interne du parti et sa capacité à réagir aux événements. « *Se contenter de dire que c'est à cause du contexte que nous avons perdu les élections, c'est mettre l'avenir du parti dans les mains de l'extérieur, d'autres. C'est se rendre faible et dépendant.* »

Participation tuante

Le rapport émet : « *Une partie trop importante de l'énergie d'Ecolo a été mobilisée par les participations (...). Cela a été beaucoup plus le cas en Région wallonne qu'en Région bruxelloise, tant en raison des compétences que des priorités ou du climat au sein de la majorité bruxelloise, moins conflictuelle qu'en Wallonie.* »

Les participations ont démarré aux régionales de 2009, à un moment où le contexte était marqué par une « *très forte prise de conscience écologique* » (Al Gore, Hulot...) qui s'est rétractée ensuite. Dès les élections fédérales de 2010, Ecolo a fléchi, ce qui a déforcé la position des verts dans les exécutifs.

On ajoute : « *La position d'Ecolo au sein de la coalition a été aussi affaiblie par la difficulté du ministre Jean-Marc Nollet à trouver un juste équilibre entre la fermeté sur ses positions (...) et la collaboration avec des collègues qui, par ailleurs, ne se privaient pas de mettre des bâtons dans les roues des ministres verts.* »

Cette difficulté à tenir compte du contexte s'est singulièrement marquée dans les dossiers éolien et photovoltaïque – dossier photovoltaïque à l'occasion duquel la « *communication du ministre (Nollet), notamment à l'égard du*

parti, a été déficiente » alors qu'il eût fallu une « *méthodologie de communication de crise* ».

On ajoute que les avancées sur la transition écologique et la gouvernance n'ont pas été assez vendues à la population. Que « *la communication sur les 500 kwh gratuits a été perçue comme une tentative de détourner l'attention du dossier photovoltaïque* ». On relève un manque de concertation entre parti, ministres et élus – ceux-ci ont eu du mal à se faire une place pendant la législature.

Collectif à améliorer

La participation de tous (mandataires, militants, sympathisants) est qualifiée d'« *essentielle à la production de l'intelligence collective* ». Mais le parti fonctionne trop... « *en archipel* ». Comprenez qu'il y a une interaction insuffisante entre les divers organes du parti.

La coprésidence n'est pas épargnée : le rapport lui reproche une « *difficulté à assumer un leadership collectif, générateur de confiance et de mobilisation* » ; on parle aussi d'une coprésidence « *déséquilibrée* » après les communales (Deleuze est devenu bourgmestre de Watermael-Boitsfort).

On juge que la confection des listes a réclamé trop d'énergie (le système implique des navettes entre la présidence, qui propose, et les régionales, qui disposent...) pour produire un « *casting global perfectible en termes de renouvellement, de genre et de compétence* ».

On épingle encore une « *difficulté à établir une stratégie de communication et à s'y tenir, renforçant l'impression d'un parti plus motivé par la peur de déplaire que par la volonté de convaincre* ». ■

PIERRE BOUILLON

ET MAINTENANT

Conseil le 16 juillet, AG en février-mars ?

Le rapport suggère de créer des groupes de travail pour repenser le projet politique, fixer des priorités, pointer les « *nouveaux chantiers thématiques innovants* », revoir l'organisation du parti... Les réflexions seraient pilotées par un groupe de 6 verts dont les noms seraient proposés par les coprésidents. Les groupes se mettraient au

travail en septembre. Remise des copies à une AG en février/mars. « *Cette AG devrait aussi permettre de légitimer celles et ceux qui en exerceront le leadership.* » En clair : l'AG sera l'occasion d'une nouvelle présidentielle (anticipant d'un an le départ de Deleuze et Hoyos) ou d'un vote de confiance du duo actuel. Le 16 juillet, le Conseil de fédération, souverain, débattera de l'agenda proposé par le quatuor, qu'il approuvera ou non.